



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16407
12 mars 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATTE DU 12 MARS 1984, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le
texte de la réponse du Gouvernement iraquien au communiqué de presse, intitulé
"Le CICR lance un appel au sujet des blessés du conflit entre l'Iran et l'Iraq",
publié par le Comité international de la Croix-Rouge.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et
son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) Riyadh M. S. AL-QAYSI

Annexe

Lettre adressée par le Ministre des affaires étrangères d'Iraq au
Bureau du Comité international de la Croix-Rouge à Bagdad

Le Ministère des affaires étrangères présente ses compliments au Bureau du Comité international de la Croix-Rouge à Bagdad et a l'honneur de se référer au communiqué de presse publié par le CICR sous le titre "Le CICR lance un appel au sujet des blessés du conflit entre l'Iran et l'Iraq".

Ayant étudié ce communiqué de presse, le Ministère désire faire les observations suivantes :

1. Le communiqué de presse indique qu'une équipe médicale a rendu visite à 160 combattants. Pour utiliser le mot "combattants", il faut être sûr que l'on est bien en présence de combattants, ce qui n'est pas possible en l'occurrence. Ces personnes pouvaient de fait être d'autres victimes du régime iranien, par exemple des membres de l'opposition, des soldats iraqiens prisonniers ou d'autres personnes touchées par ces substances alors qu'elles se trouvaient loin du front entre l'Iran et l'Iraq. Il n'est pas possible d'accorder un quelconque crédit aux documents d'identité présentés par les autorités iraniennes ou aux allégations qu'elles ont faites. Ces autorités sont en effet notoirement habiles à falsifier non seulement les documents d'identité mais aussi tous les faits.
2. Le communiqué de presse se réfère à "l'utilisation de substances toxiques sur le champ de bataille" et, là encore, il est permis de se demander comment le CICR a pu établir que ces substances avaient été utilisées sur le champ de bataille et s'il est obligé de se fonder, pour publier un tel communiqué de presse, sur les allégations de l'Iran.
3. Le fait que le CICR ait examiné ces personnes lorsque les autorités iraniennes l'en ont prié est étonnant et troublant, car les autorités en question ont par le passé empêché le CICR de s'acquitter auprès de nos prisonniers des responsabilités que lui confèrent les Conventions de Genève et ont mobilisé des éléments hostiles pour agresser ses représentants. En conséquence, les responsables du CICR ne peuvent intervenir en faveur de l'application de la convention internationale pertinente, car ladite convention constitue un tout cohérent et indivisible et ne peut être appliquée de manière sélective pour servir les désirs et intérêts égoïstes d'un Etat. Le fait pour le CICR de faire sienne cette position sélective de l'Iran est en contradiction avec la lettre et l'esprit des Conventions de Genève de 1949. Le Ministère s'élève donc vigoureusement contre la prise de position du Comité international de la Croix-Rouge et la considère comme un geste politique et partial absolument contraire au rôle que les Conventions de Genève ont confié au CICR.

L'Iraq a souvent dans le passé réaffirmé son attachement aux conventions internationales, conformément à une position de principe à laquelle il s'est toujours tenu dans la conduite de sa politique étrangère. Les autorités iraqiennes compétentes ont confirmé qu'aucune arme chimique n'avait été utilisée dans le conflit opposant l'Iraq à l'Iran. Afin d'établir ces faits devant

L'opinion publique mondiale, le Gouvernement Israélien est tout à fait disposé à coopérer avec des autorités neutres qu'elles soient, pour qu'une enquête soit menée sur ces allégations.

Le Ministère saisit l'occasion pour renouveler au CICR les assurances de sa très haute considération et le prie de bien vouloir faire distribuer le présent mémorandum à tous les Etats parties à la Convention de Genève de 1949.

